

**VIVE LE MARXISME-LÉNINISME-MAOÏSME !
VIVE LA GUERRE POPULAIRE !**

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN

La vérité sur le comité révolutionnaire

1963

Pour la libération totale du Kamerun et la réalisation de l'unité africaine, l'U.P.C. a, dès sa naissance en 1948, engagé une lutte à mort contre l'Impérialisme et le colonialisme sous toutes ses formes.

Dans cette noble lutte, l'U.P.C. compte d'abord et avant tout sur le peuple lui-même, et en conséquence, elle se préoccupe constamment de mobiliser les énergies créatrices du peuple tout entier, sans distinction de sexe, de tribu, de rang social, de croyances religieuses ou philosophiques.

C'est grâce à cette sage politique que l'U.P.C. a victorieusement conduit la lutte du peuple kamerunais contre le colonialisme classique : le 1er janvier 1960, l'indépendance du Kamerun Oriental a été proclamée; et le 1er octobre 1961 a marqué la

réunification du Kamerun Oriental (la partie anciennement sous administration française) et d'une importante portion du Kamerun Occidental (zone administrée jusque-là par la Grande-Bretagne).

Certes, ni l'indépendance ni la réunification ne sont encore totales : appuyés par leurs alliés de l'O.T.A.N. et notamment par les Etats-Unis d'Amérique, les impérialistes français continuent à occuper militairement le pays, à y dicter la loi, à piller ses richesses et à exploiter féroceement le travail de ses habitants. Aussi bien, la lutte révolutionnaire se poursuit-elle, malgré les difficultés inimaginables que ne cesse de multiplier le néo-colonialisme sur la voie de la libération des peuples.

Le secrétaire général de l'U.P.C., Ruben Um Nyobe, est tombé au champ d'honneur en septembre 1958; en novembre 1960, c'était le tour du président Félix-Roland Moumié, lâchement empoisonné au thallium par la Main Rouge française. Avant et après eux, beaucoup d'autres valeureux patriotes sont morts pour que vive le Kamerun ! Et le Kamerun vivra, parce que le peuple le veut. Chaque jour, du feu même de la répression et de l'oppression néo-colonialistes surgissent des légions de combattants.

Et l'U.P.C., âme immortelle de cet indomptable peuple, continue inlassablement sa lutte pour la mise en œuvre de nouvelles formes d'action et d'organisation capables de mobiliser le peuple tout entier pour l'assaut final contre le néo-

colonialisme. Cela est d'autant plus nécessaire que les impérialistes, de leur côté, ne ménagent aucun effort pour étouffer notre glorieux mouvement de Libération Nationale.

Nous venons précisément de démasquer et de déjouer un de leurs complots les plus subtils : la tentative de transformer en Direction du Parti un groupe de leurs agents infiltrés au sein du Secrétariat administratif de l'U.P.C. C'est ce complot que nous entendons dénoncer dans ce document.

DU SECRETARIAT ADMINISTRATIF AU « COMITE REVOLUTIONNAIRE »

Dans les mouvements et partis politiques, on trouve généralement à côté de la Direction politique centrale un appareil administratif placé sous ses ordres. Tel est le cas à l'U.P.C. Que ce soit au Kamerun avant la dissolution arbitraire du 13 juillet 1955, ou à l'extérieur après la déportation, le Bureau du Comité Directeur a toujours eu à sa disposition un Secrétariat administratif.

Après l'assassinat du président Moumié en novembre 1960 et devant les tâches de plus en plus complexes qu'impose la Révolution armée contre le néo-colonialisme, les dirigeants et de nombreux militants éprouvèrent le besoin de renforcer le Secrétariat administratif de l'U.P.C. C'est ainsi que la Conférence des cadres tenue à Accra en décembre 1960, insista

tout particulièrement sur cette question en la considérant comme une impérieuse nécessité.

A la suite de cette Conférence, le Bureau du Comité Directeur nomma un Secrétariat administratif composé comme suit :

1. Ekwalla Robert : Chef du Secrétariat; 2. Woungly Massaga : Chargé des Liaisons avec l'Intérieur; 3. Ndoh Michel : Sécurité et Juridiction; 4. Tchaptchet Jean-Martin : Information; 5. Njiawue Nicanor : Relations Extérieures; 6. Fosso François : Jeunesse; 7. Ndooh Isaac : Affaires Syndicales.

Dès le départ, il était bien entendu que le Secrétariat était un organisme essentiellement administratif chargé d'aider techniquement la Direction dans son travail politique... Cependant l'U.P.C. s'est toujours efforcée de diriger la lutte du peuple kamerunais en tenant compte de l'opinion des masses populaires et notamment de ses militants et de ses cadres.

En raison de cette fidélité à la ligne de masse, la Direction a reconnu au Secrétariat non seulement le droit de formuler des critiques mais même le pouvoir de discuter de tous les problèmes et de lui soumettre des recommandations. Celles-ci, en général, étaient entérinées comme des décisions du Parti.

Après quoi, le Bureau du Comité Directeur donnait à chaque Secrétaire toutes les facilités disponibles pour l'accomplissement des tâches incombant à son département.

Ainsi par exemple, quand il y avait de l'argent on en donnait au Secrétaire à l'Intérieur pour organiser les liaisons, au Secrétaire à l'Information pour publier et diffuser le journal, etc.

Chaque Secrétaire pouvait étudier les problèmes de son rayon avec le Chef du Secrétariat et les dirigeants du Parti. Mais l'ensemble du travail était planifié et contrôlé au cours de séances plénières du Secrétariat tenues périodiquement sous la présidence du Bureau du Comité Directeur. Toutefois, étant donné le caractère démocratique de l'U.P.C., ces séances peuvent se tenir même en l'absence des dirigeants.

Ainsi, il s'en est tenu une du 1er au 7 février 1962, alors que le vice-président Ouandie était depuis longtemps rentré sous maquis et que son collègue Kingue Abel se trouvait en traitement en Europe. Après son retour Kingue a convoqué une session élargie du Secrétariat à Conakry en avril 1962 et une autre à Accra début septembre de la même année.

Cette dernière réunion n'a pas pu se tenir en raison des attentats contre-révolutionnaires perpétrés au Ghana à cette époque. En effet, le 2 août, une bombe a explosé à Kulungugu au passage du Président Kwame N'Krumah. Le 5 septembre, les camarades Kingue, Ntumazah et d'autres commencèrent une réunion au domicile de Ntumazah.

La clique criminelle de Woungly fut délibérément écartée de cette réunion préliminaire, car elle devait précisément adopter

des décisions tendant à les écarter du Secrétariat administratif pour des raisons que nous allons bientôt exposer.

Eux-mêmes s'en rendaient parfaitement compte. Aussi écrivent-ils avec raison dans leur document prétendu confidentiel de 28 pages en date du 8 décembre (page 3) : « ... Kingue se fixe sur le cadre où placer son opération de liquidation en annonçant pour le 13 septembre la réunion du Secrétariat administratif. La préparation politique de la réunion annoncée est caractéristique : ... on tient à l'écart de cette préparation l'organisme dont le nom sert de couverture à cette réunion... »

Interrompue le 5, la réunion préliminaire reprit le 6 et se poursuivit jusqu'à 21 heures environ. Vers 22 heures, c'est-à-dire peu après le départ de Kingue, d'Ekwalla, de Fosso et des autres participants, une bombe éclata au domicile de Ntumazah. Cette bombe ne visait-elle pas tous les dirigeants et militants réunis en cet endroit ? Si oui, qui avait intérêt à les détruire en ce moment précis où ils s'apprêtaient à réorganiser les forces patriotiques kamerunaises ? L'histoire répondra un jour à cette question.

De toute façon, à la suite des attentats contre-révolutionnaires de cette période, le Gouvernement ghanéen prit de sévères mesures de sécurité : le couvre-feu fut instauré; des perquisitions effectuées même au domicile des ministres; le Président ordonna que toutes les armes détenues par les

Combattants de la Liberté soient remises aux autorités, etc. Cet ordre devait être transmis au Camarade Kingue par l'intermédiaire de Woungly Massaga, secrétaire administratif de l'U.P.C. responsable des Liaisons avec l'Intérieur.

Mais chose étrange : Massaga ne transmet pas à Kingue l'ordre du Président. C'est ainsi que durant ses perquisitions, la police trouva des armes sous le contrôle de Kingue et même de Woungly aussi. Le vice-président Kingue, Ndeh Ntumazah et une centaine de nationalistes kamerunais, y compris Woungly et ses complices, furent successivement arrêtés et jetés en prison.

Les 11 et 12 octobre, sept d'entre eux furent libérés, à savoir :

1. Ndeh Ntumazah;
2. Mekou Samuel;
3. Marthe Moumie;
4. Njiawue Nicanor;
5. Tchaptchet Jean-Martin;
6. Ndoh Michel;
7. Woungly Massaga.

Au lieu de s'unir et de travailler activement à la libération des autres nationalistes, ce groupe se divisa en raison des menées de Woungly et Nicanor.

Ils insistaient en effet pour la création d'un prétendu Parti Communiste kamerunais, seul capable d'après eux de hâter la victoire de notre Révolution. Au contraire Ndeh Ntumazah, Mekou et Marthe Moumie s'opposaient vivement à ce projet aventuriste. Sur ces entrefaites, arriva au Ghana un nommé Fankam Emmanuel connu sous le pseudonyme de Fermété.

Deux fois déjà il était sorti du maquis avec des messages du vice-président Ouandie Ernest.

Dès son arrivée, Woungly, Tchaptchet, Ndoh Michel et Njiawue Nicanor rompirent tout contact avec Ndeh Ntumazah et s'enfermèrent chez eux. Ntumazah ne devait plus avoir de leurs nouvelles que par l'intermédiaire des autorités ghanéennes. Les Woungly, fin octobre, remirent au Gouvernement la liste des membres d'une prétendue nouvelle Direction de l'U.P.C. appelée « Comité Révolutionnaire » et composée de sept personnes à savoir :

1. Ouandie Ernest;
2. Kingue Abel;
3. Ndoh Michel;
4. Ndongo Ndiye;
5. Njiawue Nicanor;
6. Osende Afana;
7. Woungly Massaga.

Quelques jours plus tard, le Secrétaire administratif chargé de l'Information, Tchaptchet Jean-Martin, publiait un communiqué de presse annonçant que le Vice-Président Ouandie, sous maquis, a convoqué et présidé le 13 septembre 1962 une Assemblée Populaire comprenant 600 représentants des organismes du Parti et des unités de l'Armée de Libération Nationale. C'est cette Assemblée qui, précisait le communiqué, a élu une nouvelle Direction de l'U.P.C., appelée Comité Révolutionnaire et chargée de diriger la Révolution jusqu'à la tenue du prochain congrès de l'U.P.C.

Quel coup de théâtre! Des militants décidés à sortir de l'U.P.C.

et à former leur Parti, un Parti Communiste, sont soudainement promus à la Direction de cette même U.P.C. ! Et cette nouvelle, ils la communiquent d'abord à des autorités étrangères et laissent dans l'ignorance totale leurs compagnons de route! N'est-ce pas étrange ? Les conditions même qui entourent la naissance et la proclamation du « Comité Révolutionnaire » ne prouvent-elles pas qu'il s'agit d'un véritable complot dirigé contre la Direction de l'U.P.C. et le peuple kamerunais tout entier ?

LE « COMITE REVOLUTIONNAIRE » EST UNE CREATION DES ENNEMIS DE LA REVOLUTION KAMERUNAISE

Comme nous le disions tout au début, une des méthodes favorites du néo-colonialisme consiste à infiltrer des agents de l'impérialisme à la tête des Gouvernements et des Mouvements révolutionnaires. Au Kamerun, cette politique a été conçue et arrêtée depuis 1955 par les administrateurs des Colonies Christophe et Bouquet.

Les impérialistes tentaient alors dans ce pays leur première expérience de néo-colonialisme en Afrique Noire. Après avoir vainement cherché à corrompre et même à assassiner les dirigeants de l'U.P.C., ils intensifièrent leurs manœuvres de corruption, de duperie et de pression sur plusieurs responsables de la Révolution, notamment Ngom Jacques, membre du

Comité Directeur de l'U.P.C. et Secrétaire général de la Confédération Générale Kamerunaise du Travail (C.G.K.T.).

Corrompu, Ngom essaya d'entraîner le syndicalisme kamerunais dans la voie du réformisme et de la reddition inconditionnelle aux ennemis irréductibles des masses laborieuses : l'impérialisme et ses valets de toutes couleurs.

Grâce à la vigilance du Parti, Ngom fut rapidement démasqué, dénoncé, vomé du peuple, suspendu de ses fonctions au sein du Comité Directeur de l'U.P.C. et révoqué de ses fonctions de Secrétaire général de la C.G.K.T. Ce fut un échec total. Malgré tout, les impérialistes français ne renoncèrent pas à leurs projets néo-colonialistes.

C'est ainsi qu'ils réussirent à transformer en un agent criminel un nationaliste emprisonné et sauvagement torturé pour ses activités révolutionnaires : Mayi Matip, secrétaire administratif de l'U.P.C. Après sa prison, Matip se glissa sournoisement dans le maquis même d'où le Secrétaire général de l'U.P.C., Ruben Um Nyobe, dirigeait la lutte héroïque du peuple kamerunais. Après avoir ignominieusement trempé dans l'assassinat de Um, Mayi Matip sortit du maquis, invita le peuple à déposer les armes et se proclama successeur de Um à la tête de l'U.P.C.

Les impérialistes chantèrent victoire. Ils jugèrent le moment propice pour proclamer enfin cette indépendance pour laquelle le vaillant peuple kamerunais a tant lutté et souffert.

C'est ainsi que, sous la protection de leurs baïonnettes, ils ont installé au pouvoir la clique d'Ahidjo, qui a toujours lutté contre l'indépendance et la réunification du pays. Mais comme l'a dit Um Nyobe « il est impossible de gouverner le Kamerun sans l'U.P.C et moins encore contre elle ». Les impérialistes aussi le savent. Aussi ont-ils poursuivi sans relâche leurs efforts pour détruire la Direction Révolutionnaire et la remplacer par leurs agents.

Témoin l'assassinat du Président Félix-Roland Moumie. Témoin encore le récent complot fomenté pour accréditer un prétendu Comité Révolutionnaire comme nouvelle Direction de l'U.P.C. Le « Comité Révolutionnaire » n'est en effet qu'une création des ennemis de la Révolution kamerunaise.

Cette vérité saute aux yeux dès qu'on examine attentivement les antécédents politiques des principaux membres et supporters du Comité Révolutionnaire, ainsi que les conditions de sa naissance et ses activités.

LES ANTÉCÉDENTS POLITIQUES DES PRINCIPAUX MEMBRES ET SUPPORTERS DU « COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE »

« Toujours quelques crimes précèdent les grands crimes », a écrit le célèbre dramaturge français Jean Racine. Effectivement avant la naissance du « Comité Révolutionnaire », les

principaux membres et supporters de cet instrument de l'impérialisme et du néo-colonialisme se sont signalés par des actes non seulement indisciplinés mais même criminels.

Ainsi dès sa première sortie du maquis, pour un traitement médical, Fankam Emmanuel dit Fermèté est entré en conflit ouvert avec Kingue et Ntumazah qui venaient d'ouvrir des enquêtes sur des accusations graves portées contre lui pour activités fractionnelles et fratricides.

En juillet 1962, il est même rentré au maquis sans l'accord du Vice-Président Kingue, mais avec la complicité de la clique de Woungly, secrétaire administratif chargé des Liaisons avec l'Intérieur. A la même époque, le camarade Kingue a, par l'intermédiaire d'un agent de liaison digne de confiance, envoyé à son collègue Ernest Ouandie un rapport sévère contre Fermèté.

Ce dernier, pour prévenir la condamnation qui l'attendait, a commis un acte de banditisme absolument indigne de l'A.L.N.K. et de l'U.P.C. : il a tendu une embuscade au messenger et lui a arraché le rapport destiné à Ouandie. Après quoi, Fermèté est revenu triomphalement à Accra, où les Woungly l'ont luxueusement installé dans un hôtel : c'est de là que ce grand commandant militaire du « Comité Révolutionnaire » doit mener la révolution style Woungly, Ndoh Michel et consorts.

Ndoh Michel, lui, s'est baigné dans le courant opportuniste et défaitiste qui a emporté quelques cadres du Parti, après l'assassinat du Secrétaire général de l'U.P.C. et le ralliement de Mayi Matip. Ndoh était à l'époque Secrétaire général de la Section de France de l'U.P.C. A ce titre, la Section le chargea d'une double mission au Kamerun en 1959. La première, ce fut le Congrès Pan Kamerunais des étudiants tenu à Yaoundé au mois d'août.

Organisé et financé par le gouvernement néo-colonialiste de M. Ahidjo, ce congrès se prononça contre la lutte armée, qualifiée de terrorisme et de banditisme, etc., et confia au gouvernement fantoche d'importantes tâches telles que la rédaction de l'Histoire du Kamerun... Dans son rapport de mission, Ndoh Michel justifia ces prises de position réactionnaires en prétextant le faible niveau politique des étudiants de la zone occidentale.

Quelle injure à des étudiants dont la majorité a cependant prouvé par des faits sa détermination révolutionnaire ! En réalité, Ndoh défendait sa propre ligne politique favorable au triomphe du néo-colonialisme.

Cela ressort nettement de la partie de son rapport relative à sa deuxième mission, celle auprès du traître et assassin Mayi Matip.

Différents documents de la Direction avaient mis le Parti et le Peuple Kamerunais tout entiers en garde contre les activités

contre-révolutionnaires de Mayi Matip. Au lieu de suivre ces directives, le Secrétaire général de la Section de France l'entraîna à s'ériger en arbitre et en conciliateur entre le Bureau du Comité Directeur et le militant traître Mayi Matip.

Cette attitude ne découlait pas simplement d'une carence idéologique et d'une incapacité à distinguer entre ce qui est juste et bon et ce qui est faux et mauvais pour la Révolution; on avait affaire à une indiscipline caractérisée, à une violation flagrante des principes du centralisme démocratique, dictées par la passion de faire triompher la ligne défaitiste et néo-colonialiste de Mayi Matip.

C'est ce que montre nettement l'appui ouvert donné par Ndoh à cette ligne contre-révolutionnaire. Voici un passage particulièrement éloquent du rapport de mission qu'il a soumis à la Section « Le problème Mayi est sérieux, complexe. Le Chef de liste des députés de la Sanaga-Maritime jouit dans sa région d'une popularité incontestée.

Si hors de la Sanaga-Maritime, à Yaoundé ou à Douala par exemple, on trouve certains ressortissants de cette région ouvertement opposés à la politique de Mayi, c'est une approbation quasi-générale que l'on rencontre à l'intérieur même de la région, et cette approbation n'est nullement obtenue par la menace.

Cette situation un homme politique ne peut ne pas en tenir

compte et encore qu'il s'agit d'une région où la maturité politique des masses (jusqu'aux coins les plus reculés) est à un niveau relativement élevé. Que Mayi entretienne un mystère sur les conditions de la mort du Secrétaire général de l'U.P.C., voilà un fait qui ne manque pas d'intriguer tous les Kamerunais. Mais y voir d'emblée une preuve éclatante de son implication dans le complot semble conclure un peu trop vite ».

Quel scandale de lire de tels propos sous la plume du Secrétaire d'une Section de l'U.P.C. aussi importante que celle de France! En effet, même sans séjourner au Kamerun comme Ndoh Michel, tout cadre révolutionnaire digne de ce nom pouvait à l'époque dénoncer les crimes et la trahison de Mayi Matip en s'appuyant sur des faits nombreux et bien établis.

C'est ce qu'entreprit le camarade Ndong Diye dans un article publié par « La Voix du Kamerun » no de janvier-février 1960. Cet article souligne notamment les faits suivants :

1. C'est deux jours après l'assassinat de Um que Mayi Matip est sorti du maquis et a commencé sa campagne nationale de capitulation;
2. D'après ses propres récits, Mayi Matip a assisté à l'odieux assassinat de Um et il a pu quand même sortir du maquis sain et sauf;

3. Le gouvernement de Yaoundé a alors voté une loi d'amnistie au profit de Mayi Matip cependant que des milliers de patriotes continuaient à gémir dans les prisons, notamment en Sanaga-Maritime...;

4. Partant de ces constatations, Ndongo mettait en doute la prétendue popularité de Mayi Matip, d'autant plus que Ndoh Michel ne s'était même pas donné la peine de mener une enquête sur place en Sanaga-Maritime...

Bref, Ndoh Michel se comportait ouvertement comme le propagandiste zélé d'un assassin, d'un traître et de sa politique néo-colonialiste.

Dès lors on comprend pourquoi la Direction de l'U.P.C. critiqua sévèrement la Section de France et les activités de son mandataire au Kamerun; elle leur demanda de faire leur autocritique et de prendre toutes autres mesures de redressement requises par les principes du Parti.

A la suite de ce courant hostile à la trahison de Mayi Matip, à l'indiscipline et à l'inconséquence de la Section de France, la Section organisa une réunion d'explications, de critique et d'autocritique. Ndoh Michel présenta son autocritique, et la Section l'accepta, en particulier sur l'insistance de Woungly qui prit énergiquement la défense de Ndoh et s'opposa à son exclusion.

Le Président de la Section, Tchaptchet Jean-Martin devait par

la suite adresser au Bureau du Comité Directeur une lettre l'invitant chaleureusement à entériner les décisions de la Section, conformément aux principes du Parti.

C'est ainsi que s'est formé en France le noyau des comploteurs qui aujourd'hui, cherchent à liquider les dirigeants de l'U.P.C. Dans ce tandem, les Woungly ont trouvé un idéologue en Tchaptchet Jean-Martin. Vieil interprète sous le régime colonial, son père a été et demeure un des agents les plus dociles de l'exploitation impérialiste; c'est lui-même qui a enseigné à son fils à servir de façon extrêmement sournoise et camouflée les ennemis du peuple kamerunais.

C'est ainsi que sur les bancs de l'enseignement secondaire, Tchaptchet avec bien d'autres de sa région natale, se retrouvent parmi les indicateurs de police.

Blâmés à Paris en 1954 par le Vice-Président Kingue, ils s'excusent en alléguant que sans ce travail sordide, ils n'auraient pu obtenir des bourses d'études pour la France. Ils font leur autocritique et s'engagent à militer désormais aux côtés du peuple kamerunais.

Effectivement, Tchaptchet se signale la même année par un poème contre la domination coloniale symbolisée au Kamerun par le drapeau français. En 1960, il accède à la Présidence de l'importante Section de France de l'UP.C. C'est à ce titre qu'il va rencontrer Moumie à Genève en octobre de la même année.

Il joue auprès du Président un rôle des plus tristes. Moumie, Tchaptchet et Bechtel soupaient à trois quand Moumie se leva de table et fit un tour aux toilettes.

A son retour, il vint achever de vider son verre et déclara que son vin avait un goût amer. Le lendemain, le thallium l'emportait visiblement dans une mort lente caractérisée par une paralysie qui l'empêchait déjà de descendre de son lit. Pourtant Tchaptchet le laissa seul à l'hôtel et rentra en France. Naturellement, il n'alerta personne, même pas la Direction du Parti ou tout simplement la Section de France de l'U.P.C. C'est ainsi qu'à cause de Tchaptchet, Moumie a lutté seul contre la mort sans l'assistance de l'un des nôtres...

Cette attitude de Tchaptchet prouve nettement sa complicité dans ce crime odieux. Pourquoi n'a-t-il alerté personne ? Ayant constamment travaillé avec Moumie durant les jours qui précédèrent le dîner fatal à la « Petite Auberge », il était mieux placé que quiconque sinon pour empêcher l'empoisonnement du moins pour aider la police à mener l'enquête.

Au lieu de cela, il s'enfuit en France, exactement comme Bechtel, à cette différence près que lui, parce que non officiellement soupçonné, revint à Genève quand la presse commença à mentionner son nom. Même alors il ne chercha nullement à faciliter l'enquête. Tout au contraire, il s'efforça de nous dérouter complètement en concentrant toutes les accusations contre Liliane, la secrétaire de Moumie.

Il fallut attendre que nous le pressions de questions pendant six jours pour qu'enfin il nous raconte, en l'enjolivant d'ailleurs, le dîner à trois entre lui, Belchel et Moumie.

Ce n'est qu'à la lumière des derniers événements d'Accra que nous comprenons aujourd'hui le bien-fondé des soupçons formulés avec insistance par la police genevoise contre Tchaptchet. Aujourd'hui également, nous nous demandons plus que jamais qui d'autre a pu tremper dans cet odieux assassinat.

WOUGLY MASSAGA

A part les forces extérieures à l'U.P.C., Woungly, ami intime de Tchaptchet, n'en savait-il rien ? Quand, pour la première fois, en juillet 1960, Bechtel rencontra les trois dirigeants de l'U.P.C. à Accra, Moumie lui demanda qui au juste lui avait indiqué où il se trouvait. Bechtel répondit évasivement; puis sur l'insistance de Moumie, il précisa qu'il détenait ses informations d'un étudiant qui avait rencontré Moumie à Zurich au courant de l'année.

Après notre séparation d'avec Bechtel, Moumie nous apprit qu'effectivement il avait rencontré Woungly à Zurich et l'y avait chargé de rédiger la brochure « Réponse à deux questions. »

Woungly écrivit effectivement cette brochure dans le sens

indiqué par le Président. Mais Moumie ajouta aussi que Woungly lui avait amèrement reproché d'avoir abandonné sa cousine Jeannette en faveur de la camarade Marthe Moumie.

Il existait donc déjà un différend d'ordre familial entre Woungly et le Président de l'U.P.C. Certes après cette rencontre Woungly fut « expulsé » de France. Mais c'est sans doute parce que les impérialistes l'ont jugé plus utile en Afrique qu'en Europe.

En effet dès son arrivée à Accra, sa femme, une Française, a immédiatement établi des contacts étroits avec l'Ambassade de France. Nous ne savons pas d'ailleurs si ces rapports ont complètement cessé.

Toujours est-il que dans une de ses lettres au camarade Kingue, le camarade Ouandie, du maquis, se plaint que l'état-major de l'armée française au Kamerun et le gouvernement fantoche de Yaoundé suivent journallement les activités du Secrétariat administratif installé à Accra.

En réponse, Woungly et Michel Ndoh ont voulu rejeter sur d'autres la responsabilité de ces fuites, alors que les secrets dévoilés avaient été discutés uniquement entre eux-mêmes et le Vice-Président Kingue. Certains de ces secrets, tels que les numéros des passeports des camarades transitant à Accra, étaient même ignorés du camarade Kingue...

Signalons aussi en passant que citoyen français, le père de Woungly joue depuis longtemps un rôle de premier plan dans le régime de domination et d'exploitation imposé au peuple kamerunais. Adjoint au chef de région de Kribi sous le colonialisme classique, il est aujourd'hui Préfet de Kribi et l'un des conseillers militaires de Barbatoura Ahidjo.

D'après les déclarations de Mme Woungly elle-même, une partie de l'argent volé par son beau-père aux travailleurs kamerunais était régulièrement virée à Woungly en France et même en Afrique après leur expulsion de France.

Voilà quelques faits authentiques sur les principaux comploteurs kamerunais qui viennent de tenter de liquider la Direction de la Révolution Kamerunaise.

Comment des éléments aussi liés à l'impérialisme peuvent-ils animer une organisation anti-impérialiste, anti-néo-colonialiste et réellement révolutionnaire ?

Telle est la question que l'on est en droit de se poser non seulement à propos du soi-disant « Comité Révolutionnaire » mais encore à propos du Secrétariat administratif de l'U.P.C. où ces éléments subversifs viennent d'assumer de grandes responsabilités.

Pour répondre correctement à cette importante question, il faut

avoir présente à l'esprit la vérité suivante : c'est seulement de façon progressive que les Woungly, les Tchaptchet et leurs complices ont révélé leur visage hideux d'agents du néo-colonialisme. Bien sûr, certains de leurs actes passés ont revêtu une gravité particulière. Mais il faut aussi noter les faits suivants :

1. après chaque faute, ils ont fait une autocritique considérée comme sincère;
2. grâce à cette autocritique, et à d'autres actes objectivement progressistes, ils ont réussi à gagner la confiance de la Section de France de l'U.P.C. La Section les a portés aux postes de responsabilité les plus élevés.

Ne disposant sur eux d'autres informations que celles fournies par les membres de leur Section et d'autre part soumis aux principes du centralisme démocratique, les dirigeants de l'U.P.C. n'ont pu eux aussi que leur faire confiance, d'autant plus qu'ils sont arrivés en Afrique comme des victimes d'une expulsion arbitraire prononcée contre eux à la suite des activités révolutionnaires de leur Section;

3. la confiance des dirigeants de l'U.P.C. a pu d'autant plus facilement être trompée que ces agents du néo-colonialisme ont, à partir de Paris, bénéficié de l'appui total d'un gouvernement ami et anti-impérialiste. C'est en effet l'Ambassade du Ghana en France qui leur a donné l'asile quand

ils ont appris la décision d'expulsion prononcée contre eux. C'est encore cette ambassade qui les a aidés à nous rejoindre en Afrique. Qui, à notre place, aurait pu soupçonner le Gouvernement ghanéen de soutenir des agents du néo-colonialisme ;

4. du reste un autre point particulièrement important doit retenir notre attention : de nombreux faits prouvent de façon irréfutable que depuis notamment 1962, certaines forces extérieures à l'U.P.C. et hostiles à la ligne révolutionnaire de la direction ont déployé des efforts tout particuliers pour se créer des agents au sein de notre Parti, et tout spécialement parmi les secrétaires administratifs...

De toute façon, il a fallu attendre la naissance et les activités du « Comité Révolutionnaire » pour nous aider à voir très clairement que les Woungly sont décidés à liquider les dirigeants et les cadres révolutionnaires de notre Parti et à s'emparer de la direction au profit des ennemis de notre Révolution.

LE « COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE », UN INSTRUMENT DU NÉO-COLONIALISME CRÉÉ A ACCRA

Statutairement, la direction de l'U.P.C. ne peut être élue que par un congrès. Que ce congrès soit ordinaire ou extraordinaire, il ne peut être préparé que par le Bureau du Comité directeur et

convoqué par le Comité directeur lui-même (art. 19 à 23 des Statuts de l'U.P.C.).

D'autre part la tradition de l'U.P.C. veut que le procès-verbal des élections des organismes dirigeants soit porté à la connaissance des militants. Le prétendu Comité Révolutionnaire de la clique des Woungly est-il né conformément à ces principes ? Absolument pas.

1) Depuis les odieux assassinats du Secrétaire général et du Président de l'U.P.C., les seules personnes habilitées à préparer la tenue d'un congrès sont les deux vice-présidents Kingue et Ouandie. Or les deux vice-présidents étaient en parfait accord et entretenaient des liaisons régulières. Le dernier contact entre eux a eu lieu en juillet, c'est-à-dire moins de deux mois avant la prétendue Assemblée Populaire du 13 septembre 1962.

A l'occasion de ce dernier contact, le camarade Ouandie n'a nullement signifié à son collègue son intention d'organiser un congrès extraordinaire à une telle date. Voilà pourquoi Kingue a organisé pour la même date la tenue à Accra d'une session élargie du Secrétariat administratif. Impossible à expliquer par l'absence de liaisons, la convocation éventuelle de deux réunions importantes mais simultanées par les deux dirigeants ne peut s'expliquer que par une rupture totale entre eux.

Certains ont effectivement supposé que le vice-président Ouandie a pu de sa propre autorité et à l'insu de son collègue,

convoquer des assises aussi importantes. Une telle supposition relève de la plus haute fantaisie, sinon de la mauvaise foi la plus caractérisée. Car il est de notoriété publique que les deux dirigeants sont parfaitement d'accord aussi bien sur la ligne politique du Parti que sur les problèmes d'organisation. Il faut donc rejeter catégoriquement toute pseudo-explication ou information tendant à diviser une direction monolithique.

D'ailleurs, cette tentative de division s'effondre toute seule devant l'impuissance des Woungly à apporter la moindre preuve de leurs contacts avec Ouandie.

2) En effet, dès la proclamation du « Comité Révolutionnaire », tout le monde a demandé à ses membres les preuves de leur élection, à savoir le procès-verbal des élections ou du moins un mot écrit et signé de Ouandie. Un des tout premiers à poser ces questions oralement et par écrit fut le camarade Osende Afana, inclus à son insu et contre son gré dans le « Comité Révolutionnaire ». Quelle réponse lui donnèrent ses «collègues» ?

« Le messenger qui a apporté cette heureuse nouvelle, dit Nicanor, avait aussi des documents qui lui ont été volés pendant son sommeil à la frontière ghanéo-togolaise. Nous voulons lui donner de l'argent pour qu'il retourne vite à l'endroit du vol ».

D'autres, tel que Ndongo Ndiye, se contentèrent de répondre

qu'il est mal placé pour dire quelles raisons l'ont amené à rallier le « Comité Révolutionnaire ».

Face aux organismes du Parti et à certains gouvernements qui posaient des questions analogues, le Secrétariat administratif érigé en direction politique, garda pendant six mois un silence extrêmement significatif de l'embarras où se trouvaient les comploteurs.

Finalement au mois de mai 1963, ils sortirent une déclaration et des photos émanant d'une prétendue « Deuxième Assemblée Populaire » tenue au maquis sous la présidence de Ouandie et qui, entre autres décisions, renouvelait l'entière confiance du peuple kamerunais au « Comité Révolutionnaire ». Mais chose étrange : malgré l'insistance de leur « collègue », des militants et de plusieurs gouvernements, malgré surtout les demandes réitérées du vice-président Kingue après sa libération, les membres du « Comité Révolutionnaire » n'ont pas pu jusqu'à ce jour produire une simple note signée de Ouandie.

Ils se sont bornés à publier des « Déclarations », à arranger et multiplier quelque part en Europe, de vieilles photos prises dans les archives du Parti à Accra. Aussi bien, Kamen Sakéo, membre du Comité Directeur de l'U.P.C., Monique Kamen, vice-présidente de l'U.D.E.F.E.C. et Ndjog Aloys-Marie, secrétaire à la propagande de la J.D.C., ont-ils eu raison quand, au nom de leurs organisations respectives, ils ont déclaré dans leur communiqué conjoint du 21 février 1963 :

« L'absence de procès-verbal de constitution, la désignation des dirigeants qui se trouvent tous à l'étranger, les versions contradictoires de cet « événement », tout cela a fait de cet « événement » une énigme.

Car nous, qui représentons ces organismes et organisations, qui auraient au pays opté pour leurs nouveaux dirigeants, nous n'avons pas été informés de cette importante session du Parti, ce qui n'est pas normal et statutaire. Dès lors tout laisse à croire que c'est une chose artificiellement montée par les ennemis de notre Révolution ».

3) Effectivement, nous disposons de plusieurs documents attestant clairement que la création du « Comité Révolutionnaire » est l'œuvre d'éléments dévorés par des ambitions personnelles.

En février 1962, un conflit sérieux opposa le Secrétariat administratif au Comité Central de l'U.P.C. à Accra. Au lieu de s'en tenir aux principes du Parti, d'analyser scientifiquement la situation et de soumettre des propositions de solution au Bureau du Comité Directeur, le Secrétariat administratif en la personne de Woungly Massaga et Ndoh Michel, s'arrogea le droit de résoudre lui-même le différend par une décision illégale et bureaucratique qui prétendait dissoudre le « Comité central ». Les prétentions au leadership du groupe Woungly-Ndoh Michel sont clairement exprimées en ces termes dans

leur prétendue décision :

« Considérant la situation née à Accra où le Comité Central de Tchinda Maurice entre en rébellion ouverte contre l'autorité du Secrétariat administratif, organisme dépositaire des pouvoirs de la direction du Parti en l'absence des membres du Bureau du Comité Directeur ».

En vertu de quoi le Secrétariat administratif peut-il s'arroger les pouvoirs de la direction ? A l'U.P.C., seul un congrès, ordinaire ou extraordinaire, a le pouvoir d'investir les dirigeants. D'autre part, dès la nomination des Secrétaires, il était bien entendu que le Secrétariat est un organisme essentiellement administratif placé sous les ordres de la direction.

Seules les ambitions personnelles de la clique des Woungly pouvaient donc les amener à se considérer comme les dépositaires des pouvoirs de la direction en l'absence des membres du Bureau du Comité Directeur de l'U.P.C.

Un peu plus tard, les faits devaient d'ailleurs prouver les intentions véritables de la clique des Woungly : se substituer à la direction statutaire de l'U.P.C. Au mois de juin 1962 déjà, Woungly et Ndoh Michel tinrent à Accra une réunion au cours de laquelle ils essayèrent de convaincre leur collègue Fosso François qu'on devait créer un « Comité Révolutionnaire » destiné à remplacer le Bureau du Comité Directeur et dont serait éliminé le vice-président Kingue Abel.

Au terme de la réunion, ils rédigèrent un aide-mémoire à l'intention de leurs collègues absents. Tchaptchet Jean-Martin et Njiawue Nicanor. Depuis les événements de septembre 1962 à Accra, ce document se trouve entre les mains de la police du Ghana. On y lit ceci :

1) Créer un Comité Révolutionnaire présidé par O.E.K. liquidé.

2) Prétexte pour l'ouverture du conflit :

a) Kingue doit convoquer immédiatement une réunion du Secrétariat et donner de l'argent pour l'aménagement du terrain...

b) S'il ne donne pas l'argent et ne tient pas la réunion avant son départ pour Moscou, l'occasion est faite pour l'ouverture du conflit.

c) S'il s'accomplit notre exigence alors, le conflit est retardé.

3) Tchaptchet et Fosso devront commencer dès maintenant la campagne d'éclaircissement auprès des militants de Conakry et nous tenir régulièrement au courant du développement de la situation. Tchaptchet et Fosso rédigeront le programme du C.R. qu'ils signeront. Nous le signerons à notre tour dès qu'il nous parviendra. Seul « Fermété » doit connaître ce plan. Si Jean-Marie connaît ce plan nous sommes foutus.

4) Njiawue Nicanor doit prévenir la Section de France que le

conflit est ouvert. Il est également chargé de mener la campagne auprès des étudiants dans les pays socialistes.

Ce texte se passe de tout commentaire : il est clair comme du cristal que les promoteurs du « Comité Révolutionnaire » entendaient à tout prix s'emparer de la direction de l'U.P.C. même au prix des luttes les plus fratricides.

D'où le sursis conditionnel prévu pour Kingue et les campagnes de division et de haine à organiser dans différents milieux upécistes. La principale tâche assignée à Nicanor, à savoir : « prévenir la Section de France que le conflit est ouvert » prouve même qu'il s'agit d'un complot fomenté de longue date par les Woungly, Ndoh Michel et Tchaptchet du temps où, étudiants, ils dirigeaient la Section de France de l'U.P.C.

La principale question à tirer au clair maintenant consiste à savoir avec le concours de quelles forces extérieures ce complot a été organisé, car il est absolument certain que les Woungly tout seuls ne pouvaient assumer la lourde responsabilité de s'attaquer ainsi à un dirigeant révolutionnaire aussi populaire que Kingue Abel.

De toute façon, c'est donc à Accra et non au Kamerun que le « Comité Révolutionnaire » a été créé par Woungly Massaga, Ndoh Michel, Njiawue Nicanor, Tchaptchet Jean-Martin et Fankam Emmanuel dit Fermèté.

Le texte même du complot dont nous venons d'indiquer les grandes lignes, montre clairement les objectifs criminels et contre-révolutionnaire de cet organe du néo-colonialisme: il s'agit dans une première phase de liquider le vice-président Kingue exactement comme Moumie a été liquidé avec la complicité de Woungly et de Tchaptchet.

Puis, conformément aux plans des impérialistes, devait nécessairement intervenir la liquidation des autres dirigeants et cadres de la Révolution, pour achever d'ouvrir la voie à l'instauration d'un régime néo-colonialiste apparemment dirigé par des responsables de l'U.P.C., âme immortelle du peuple kamerunais.

Tel est le plan diabolique qu'avec un acharnement et des espoirs tout particuliers, les Woungly se sont efforcés de réaliser à partir de ce jour où Woungly refuse de transmettre au vice-président Kingue l'ordre du président N'Krumah demandant à tous les Combattants de la Liberté de remettre leurs armes aux autorités.

Cette attitude visait en effet à laisser croire au Président que le camarade Kingue continuait à garder des armes pour s'en servir contre lui, en collusion avec les contre-révolutionnaires ghanéens. Ce qui, selon les prévisions des Woungly, devait nécessairement entraîner l'arrestation de Kingue, et sa condamnation à mort.

Pour l'essentiel, les activités du « Comité Révolutionnaire »

tendent effectivement à présenter Kingue et d'autres vrais nationalistes kamerunais comme des agents de l'impérialisme coupables d'avoir participé aux récents complots contre le régime du Ghana et la vie du Président N'Krumah.

LES ACTIVITES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DU « COMITE REVOLUTIONNAIRE »

La prétendue nouvelle direction de l'U.P.C. formée par Woungly et ses complices a été proclamée à Accra début novembre 1962. Aujourd'hui, l'année 1963 expire. Quel bilan le « Comité Révolutionnaire » peut-il présenter au peuple kamerunais et au monde entier. Un bilan terriblement négatif!

Dans leur document de 28 pages cité plus haut et intitulé : « Après les événements d'Accra, où en est la Révolution Kamerunaise ? », ils s'assignent les tâches immédiates suivantes :

« Les principales tâches de l'heure consistent à redonner à l'U.P.C. son caractère d'organisation d'avant-garde, son rôle de guide effectif de toute la Révolution Kamerunaise.

Pour atteindre ce but, nous devons consacrer le maximum de nos efforts à l'organisation et à l'éducation :

1) Organiser le Parti...

2) Organiser l'Armée de Libération Nationale...

3) Eduquer les militants afin de les armer idéologiquement... ».

Ce sont exactement les objectifs contraires que les Woungly ont poursuivis et partiellement réalisés jusqu'à ce jour. D'abord, leur analyse de la situation est basée sur une erreur — peut-être volontaire — d'appréciation sur le rôle de l'U.P.C.

Notre Parti n'a jamais cessé de jouer son rôle d'avant-garde et de guide effectif de toute la Révolution Kamerunaise.

Tout au contraire, la sauvage répression qui s'abat sur les masses laborieuses du Kamerun et l'échec total subi par les forces de la troisième voie ont clairement montré au peuple que la seule voie pour sa libération est celle tracée par l'U.P.C. à savoir la lutte par tous les moyens pour l'avènement d'un Kamerun totalement indépendant et réuni, démocratique et prospère dans le cadre d'une Afrique complètement libre et unie.

Ensuite, comment le « Comité Révolutionnaire » pouvait-il tirer l'U.P.C. de ses difficultés, alors qu'il a aggravé les anciennes et en a même créé de nouvelles ? Non seulement, il n'a pas organisé le Parti et l'Armée, mais encore ses activités ont essentiellement consisté à désorganiser le Parti et l'Armée, à les discréditer, à les isoler et à organiser la liquidation des dirigeants et des meilleurs cadres de notre Révolution.

LE « COMITE REVOLUTIONNAIRE » N'A PAS ORGANISE LE PARTI NI L'ARMEE

C'est là une évidence.

Depuis quinze mois qu'ils se sont proclamés dirigeants, ni Woungly ni aucun de ses complices n'ont mis pied au maquis; ils n'y ont fait rentrer aucun combattant ni militant; ils n'ont fait sortir personne pour la formation révolutionnaire dans un domaine quelconque.

Ils tiennent d'ailleurs beaucoup trop à leur vie et à leur confort pour songer à rentrer au maquis. De toute façon, ils ne connaissent pas le chemin qui y conduit ni ceux qui s'y battent. Le seul maquisard lié à leur clique, Fankam Emmanuel dit Fermété, s'est confortablement installé à Accra avec une femme. Est-ce donc ainsi qu'on peut organiser un Parti révolutionnaire et une Armée de Libération ?

Parlant de l'organisation du Parti et de l'Armée, le « Comité Révolutionnaire » peut prétendre avoir œuvré pour la libération du vice-président Kingue et des autres camarades.

La réalité est toute différente.

C'est précisément parce que les Woungly voulaient liquider Kingue et prendre sa place qu'ils ont favorisé son emprisonnement par exemple en refusant de lui transmettre l'ordre du Président N'Krumah aux Freedom Fighters de remettre aux autorités toutes les armes en leur possession. Voyant réalisée cette première étape de leur complot, ils ont déployé tous leurs efforts pour que Kingue soit retenu en prison et condamné.

C'est ainsi qu'ils n'ont pas hésité à l'accuser dans de nombreux écrits d'avoir trempé dans les attentats dirigés contre le Président N'Krumah et son régime. Ils ont même affirmé à beaucoup de personnalités que les crimes et la trahison de Kingue sont devenus trop évidents même pour les autorités ghanéennes; en conséquence, elles ne peuvent en aucun cas le libérer.

Cette propagande est correctement reflétée dans ces paroles de leurs représentants publiées dans leur propre Bulletin Intérieur no 2, avril 1963, page 9 : « Parlant de Kingue, nous avons fait savoir que les événements survenus à Accra l'ont emporté dans leurs conséquences. Pour cela, il n'était plus en position d'assumer les responsabilités de dirigeant au sein du Parti ».

C'est cette fausse certitude qui les a poussés à couvrir le camarade Kingue des calomnies les plus odieuses, ainsi que nous le verrons bientôt. C'est également cette fausse certitude d'avoir réussi à écarter définitivement Kingue qui les a rendus

arrogants et complètement sourds à tous les appels à l'unité et à la discussion fraternelle lancés par de nombreux organismes et militants du Parti, fidèles à la direction tels que le camarade Osende Afana.

A ce propos, nous devons signaler ici une singulière prétention de Woungly. Dans leur document du 8 décembre 1962, on lit en page 11 :

« Tous ceux qui s'intéressent actuellement à la politique kamerunaise du Ghana — qu'ils sympathisent avec la Révolution kamerunaise ou qu'ils la combattent — lient automatiquement dans un complexe d'autres éléments, Massaga, H.N. et la Présidence. Ce qui fait que le plan des saboteurs de la Révolution kamerunaise au Ghana vise avant tout à l'heure actuelle la liquidation de Massaga et de H.N., c'est-à-dire la décomposition du complexe tripartite Massaga, H.N., Présidence... ».

Le point à souligner, c'est que Woungly se déclare le bras droit du Président N'Krumah, au moins en ce qui concerne la politique kamerunaise du Ghana.

Quelques lignes plus haut, il a commencé par écrire : « Qu'il demeure auprès du Président » comme un symbole vivant de son organisation politique, c'est-à-dire le symbole de l'U.P.C.

De deux choses l'une : ou bien ces déclarations sont vraies ou bien elles sont fausses, pour l'essentiel.

Dans le premier cas (déclarations vraies), on est en droit de penser que le Président N'Krumah se range parmi les forces qui cherchent à imposer Woungly et sa clique comme dirigeants de l'U.P.C. à la place de Kingue et de Ouandie. Ce que le peuple kamerunais ne peut admettre.

Toujours dans ce premier cas, il se confirme nettement que Woungly et ses complices ne voulaient pas la libération de Kingue, mais son maintien en prison, car étant donné l'audience exceptionnelle de Woungly auprès du Premier Ghanéen, les camarades n'auraient pas pu moisir en prison pendant plus de quatorze mois alors que leur innocence était bien établie par la Police et la Cour six mois après leur emprisonnement.

Si par contre les déclarations de Woungly sont pour l'essentiel mensongères, on doit se demander pourquoi le « Comité Révolutionnaire » les a diffusées à travers le monde entier.

Etait-ce uniquement pour gagner frauduleusement la confiance du Parti et des organisations amies ? Est-ce que cela ne pouvait pas être aussi un moyen oblique de créer toutes sortes de difficultés au gouvernement ghanéen ? Ce qui, à son tour, devait offrir à certains un prétexte pour détenir nos camarades et créer des difficultés à l'U.P.C. ?

De toute façon, le fait même d'avoir publié de telles déclarations trahit nettement les ambitions des Woungly et leur

politique de sape consistant à désorganiser et à isoler l'U.P.C. et le camp de la Révolution Kamerunaise.

LE « COMITE REVOLUTIONNAIRE » A DESORGANISE L'U.P.C ET LE CAMP DE LA REVOLUTION KAMERUNAISE

En se proclamant dirigeants dans les conditions que nous avons dénoncées plus haut, la clique des Woungly a, en premier lieu, tenté de diviser la direction de l'U.P.C. et de la Révolution Kamerunaise.

En effet, à en croire ces Messieurs, Ouandie a décidé de former à l'insu de son collègue Kingue et même contre ce dernier, une nouvelle direction du Parti. Celle-ci par sa composition et surtout par sa politique, ne pouvait que diviser le camp de la Révolution kamerunaise.

Car, à part Ouandie proclamé président pour des besoins tactiques, tous les autres membres effectifs du soi-disant Comité Révolutionnaire sont des intellectuels qui habitent à l'étranger depuis fort longtemps, n'ont jamais milité au pays, et comme tels ne peuvent à eux seuls mobiliser le peuple kamerunais.

Le peuple en effet n'accorde sa confiance qu'à des hommes qu'il connaît de longue date comme trempés dans la lutte révolutionnaire au sein des masses.

L'annonce de la création du « Comité Révolutionnaire » sans un acte de naissance authentique, et son opposition à la direction statutaire de l'U.P.C. à notre ligne révolutionnaire, ne pouvait donc que semer la division dans nos rangs.

Heureusement, les camarades étudiants induits en erreur par les mensonges des Woungly et par les pressions de ceux qui cherchent à nous imposer leur loi, vont sûrement revenir sur la bonne voie en lisant ce document. Heureusement surtout, les forces du Parti à l'intérieur n'ont pas été affectées par ce complot, car au Kamerun même, les mots « Comité Révolutionnaire » n'ont été connus et ne sont connus jusqu'à présent que dans quelques petits groupes en relation avec des Kamerunais étudiant en Europe.

Il n'en demeure pas moins vrai que les Woungly et leurs supporters non kamerunais assument devant l'Histoire la lourde responsabilité d'avoir délibérément semé la division et la confusion dans les rangs de l'U.P.C. à l'étranger et dans les rangs des amis de notre Révolution.

Ce qui a objectivement servi les intérêts des ennemis du peuple kamerunais et de sa lutte libératrice.

LES ACTIVITES DU « COMITE REVOLUTIONNAIRE » ONT DISCREDITE ET ISOLE L'U.P.C.

Dans leurs efforts pour saper notre Révolution, les Woungly ont orchestré à l'échelon international des campagnes particulièrement virulentes de calomnies, de mensonges et de haine à l'encontre des dirigeants et de certains de nos meilleurs camarades.

Ainsi contre le vice-président Kingue, ils ont formulé les accusations les plus fantaisistes et les plus surprenantes. Prenons par exemple celles sur l'utilisation de l'argent du Parti.

Pour l'entretien de sa famille et pour les quelques activités du Bureau de Rabat, Nicanor Njiawue disposait chaque mois de fonds importants. Cependant, depuis 1959, il ne peut dire ce qu'il a fait — et avec quelle autorisation — des deux mille livres sterling (L. 2 000) déposées chez lui en octobre 1959 par le président Moumie...

Grâce à la direction de l'U.P.C., Woungly Massaga a obtenu au Secrétariat de la Conférence des Peuples Africains à Accra un poste où il touchait (L. 125) cent vingt-cinq livres par mois. Pourtant, il n'a jamais pu montrer avec des preuves et des pièces justificatives à l'appui ce que sont devenues les (L. 4 500) quatre mille cinq cents livres sterling à lui remises par le camarade Kingue.

Qui détourne les fonds du Parti : ces secrétaires administratifs qui les utilisent à des fins personnelles ou bien le vice-président Kingue qui n'a jamais cessé de leur demander les comptes de

leur gestion ? On pourrait citer bien d'autres exemples d'accusations malveillantes et purement calomnieuses.

Mais nous devons laisser ce chapitre ouvert jusqu'à la confrontation à l'intérieur de l'U.P.C. C'est là que les calomniateurs devront articuler et prouver leurs accusations. Car nous considérons comme une question de principe de ne discuter qu'à l'intérieur du Parti au niveau des organismes responsables, la gestion financière et bien d'autres problèmes relatifs à la Révolution et à la vie interne du Parti.

Agir autrement, c'est donner à l'ennemi des renseignements qu'il utilise contre le Parti et la Révolution.

Quand en outre, on se livre à des accusations aussi ignobles que celles articulées calomnieusement par les Woungly, on porte à coup sûr des atteintes graves au prestige du Parti et à son rayonnement.

C'est précisément là un des crimes du « Comité Révolutionnaire ». En portant délibérément sur la place publique des questions d'ordre intérieur, il a désorganisé et isolé l'U.P.C. et le camp de la Révolution. Cela se voit non seulement dans leurs nombreuses publications, mais encore dans leur politique extérieure, notamment dans le cadre du Mouvement Afro-Asiatique.

Comme on le sait, ce Mouvement est essentiellement anti-

impérialiste, anticolonialiste et anti-néo-colonialiste... Tous les pays d'Afrique et d'Asie y militent sur un pied d'égalité et sur une base de soutien mutuel.

C'est en se conformant à ces principes que l'U.P.C. et son représentant permanent à l'époque, le camarade Osende Afana, ont conquis au sein de ce mouvement et des pays afro-asiatiques des amitiés nombreuses et solides au profit de la lutte révolutionnaire du peuple kamerunais en particulier et des autres peuples en général.

Ces positions, le « Comité Révolutionnaire » les a délibérément sabotées dès qu'il a mis pied au sein du mouvement, lors de la 3e Conférence de Solidarité afro-asiatique tenue au Tanganyika en février 1963. A cette occasion, Njiawue Nicanor soutint au nom de ses complices des thèses politiques contraires à celles du Mouvement et montra même publiquement qu'ils reçoivent leurs ordres de l'extérieur et non de l'U.P.C. et du peuple kamerunais.

En conséquence de cette politique et de leur campagne habituelle de division et de dénigrement, l'U.P.C. fut discréditée, humiliée et isolée à la Conférence et perdit son siège au Secrétariat permanent de la Solidarité afro-asiatique et au Comité du Fonds de Solidarité.

Avec une obstination vraiment diabolique, le même Njiawue Nicanor poursuivit cette même politique anti-nationale à

Nicosie (Chypre) quand, à la session du Comité Exécutif de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques tenue dans cette ville en septembre 1963, il adopta une ligne absolument contraire à celle de l'ensemble des délégués africains sur de nombreux problèmes importants.

Pourquoi les Njiawue Nicanor se sont-ils ainsi acharnés à discréditer, humilier et isoler l'U.P.C. ? Tout simplement pour la remplacer par leur prétendu Parti Communiste. Mais pour cela, il leur fallait aussi liquider les dirigeants et de nombreux cadres de notre glorieux Mouvement de Libération.

LE « COMITE RÉVOLUTIONNAIRE » A PRÉCONISÉ LA LIQUIDATION ET L'ASSASSINAT DES DIRIGEANTS ET DE BONS CADRES DE LA RÉVOLUTION KAMERUNNAISE

Nous avons plus haut insisté sur le fait que Woungly Massaga s'est abstenu de transmettre au camarade Kingue l'ordre du Président N'Krumah aux Combattants de la Liberté de remettre aux autorités toutes les armes en leur possession.

Nous avons alors souligné que l'intention des Woungly était de provoquer par cette omission l'arrestation, l'emprisonnement et sans doute aussi la condamnation à mort du vice-président Kingue et d'autres camarades. Ce n'est point là une déduction partisane. Les Woungly eux-mêmes ont fait de cette question d'armes la pièce maîtresse des accusations de trahison et

d'atteinte à la sûreté du Ghana qu'ils ont formulée contre Kingue, Ndeh Ntumazah, Osende Afana et bien d'autres camarades.

C'est ainsi que dès le 8 décembre 1962, ils écrivaient dans leur document déjà cité , « ... Kingue, dans l'exécution d'on ne sait quel plan machiavélique, prive la Révolution des rares explosifs qui étaient sur le point d'atteindre le maquis en ordonnant à la personne qui les avait acheminés au pays, de les faire revenir rapidement sur Accra...

Cet ordre est donné après que Kingue ait subi le premier interrogatoire sur la bombe de chez Ntumazah du 5 septembre, après que le matériel et les explosifs qu'il avait à Accra aient été saisis par la Police, après le vote et la publication par le Parlement ghanéen d'une loi rigoureuse sur la détention illégale des explosifs et des armes, loi prévoyant la peine capitale (souligné par L.R.D.).

En exécution de l'ordre de Kingue bien qu'il soit lui-même repris et détenu dès le 15 septembre par la Police, les explosifs qui étaient sur le point d'atteindre le Kamerun sont ramenés à Accra. Et lorsqu'on les ramasse lors de la perquisition générale ordonnée dans tout Accra pour la recherche des armes et des explosifs avec l'état d'urgence proclamé au lendemain des nouvelles explosions du 21 septembre, la situation de Kingue se trouve de ce fait aggravée.

La situation des Kamerunais et de la Révolution kamerunaise à Accra se trouvait du même coup considérablement compliquée... ».

D'après cette citation, les Woungly savaient parfaitement que leur accusation calomnieuse sur les explosifs pouvait coûter la vie aux camarades calomniés : Kingue et les autres.

Or les faits ont rapidement et complètement démolis cette accusation. La Police du Ghana elle-même, après une enquête minutieuse, a constaté que personne n'a jamais quitté Accra, sur instructions de Kingue pour aller ramener des explosifs déjà sortis du Ghana.

La vérité est que ces explosifs ne sont même jamais sortis d'Accra. Dans une première déclaration à la Police, la personne qui gardait ces explosifs a affirmé les avoir reçus du camarade Moumie lui-même et les avoir gardés depuis cette époque. Malheureusement, corrompue par les Woungly, elle est revenue sur ses premières déclarations et a bâti une histoire pour les aider à réaliser leur complot.

Ils avaient également insinué que la bombe qui a éclaté chez Ntumazah le 6 septembre 1962, aurait été déposée par Kingue et ses collaborateurs : Ekwalla, Fosso, etc. Mais l'enquête de la Police et le jugement devant la Cour ont depuis longtemps établi que cette bombe avait été jetée par des contre-révolutionnaires ghanéens, aujourd'hui condamnés à mort.

En quoi consiste donc « le rôle particulièrement néfaste que d'après les Woungly et les Nicanor, les camarades Kingue, Ntumazah, Osende Afana, Ekwalla, etc., ont joué dans les attentats dirigés contre la vie et le régime du Président N'Krumah ? Il s'agit d'accusations absolument fausses. Voilà pourquoi le vice-président Kingue et les autres camarades détenus ont été libérés sans condamnation ni condition.

Les autres accusations de crimes articulées par le « C.R. » sont tout aussi inconsistantes. Pour un dirigeant révolutionnaire, quel crime y a-t-il par exemple à rencontrer un Mennen Williams ou même ses supérieurs hiérarchiques ?

Se baser essentiellement sur une telle rencontre — qui, d'ailleurs n'a jamais eu lieu — pour accuser un dirigeant d'avoir trahi, c'est prouver et le manque de confiance à son égard et une volonté délibérée de l'éliminer. Et c'est bien cette intention criminelle qui a constamment animé la clique des Woungly. Nous en avons déjà relevé plusieurs preuves :

- a) le document du complot reproduit plus haut et que chacun peut consulter auprès de la Police du Ghana;
- b) le refus de transmettre à Kingue l'ordre du Président N'Krumah de remettre les armes aux autorités ;
- c) la corruption de l'agent de liaison qui a fabriqué l'histoire

selon laquelle Kingue lui a ordonné d'aller ramener du Nigéria à Accra des explosifs en voie d'acheminement au Kamerun; ce qui, les Woungly le savaient, est passible de la peine capitale ;

d) une autre preuve réside dans la précipitation des Woungly à condamner — et à condamner à mort — les camarades Kingue Abel, Osende Afana, Ndeh Ntumazah et d'autres encore.

En effet, sans attendre que les graves accusations évoquées ci-dessus soient retenues par les autorités du Ghana, sans même que les camarades fidèles aux statuts et à la ligne du Parti aient été traduits devant un organisme de l'U.P.C. et condamnés par lui à une sanction quelconque, sans même permettre à ces camarades de connaître les accusations articulées contre eux et de se défendre — (Kingue était alors en prison, et les Woungly refusaient même d'adresser la parole aux camarades Ntumazah, Osende et autres, adversaires de leur prétendue Direction) —, Messieurs les membres et les supporters du soi-disant Comité Révolutionnaire ont relevé de toute fonction à la Direction de la Révolution, les camarades Kingue, Osende et Ntumazah; ils ont prononcé leur exclusion du Parti et leur condamnation à mort.

Par leur précipitation à condamner — et à condamner aussi sévèrement — des responsables de la Révolution sans apporter la moindre preuve de leur culpabilité, sans même leur accorder la moindre des garanties élémentaires habituellement

reconnues à la Défense, par tout ce comportement criminel, les Woungly ont clairement prouvé non seulement leur détermination de liquider les dirigeants et de se substituer à eux, mais encore le caractère colonialiste et fasciste du régime qu'ils voudraient instituer au sein de l'U.P.C. et dans l'ensemble du Kamerun, s'ils venaient à accéder au pouvoir.

L'OBSTINATION DANS LE CRIME

Une autre preuve de la volonté des Woungly d'assassiner les dirigeants et responsables de notre Révolution, réside dans le fait que leur propagande en ce sens s'est intensifiée, alors même que les autorités ghanéennes avaient déjà officiellement reconnu l'innocence de tous nos camarades.

En effet, c'est au mois de mars 1963 que la Cour a prononcé son verdict condamnant à mort les auteurs de la bombe qui a explosé au domicile du camarade Ntumazah. Résidant à Accra, les Woungly ont pu suivre l'enquête de la police, les débats devant la Cour; ils ont dû apprendre au moins par la presse et la radio la sentence condamnant ceux qui ont jeté la bombe contre la résidence de Ntumazah et par là-même innocentant nos camarades.

Mieux que tout cela : au mois de juin 1963, le Président N'Krumah a donné des instructions pour la libération sans condamnation ni condition, de tous les Kamerunais détenus à Accra. Le « Comité Révolutionnaire » parle longuement de ces

instructions en page 3 de son Bulletin Intérieur no 6, août 1963. D'après ce Bulletin, le Président a même « recommandé au Comité Présidentiel des Affaires Kamerunaises de préparer avec l'aide du « C.R. » les meilleures conditions politiques de la libération des camarades ».

Donc depuis longtemps, les Woungly savaient avec certitude que les camarades Osende Afana, Ndeh Ntumazah et Kingue Abel n'avaient pas trempé dans les attentats contre-révolutionnaires qui ont secoué le Ghana en août-septembre 1962. Cependant, ils ont persisté dans leur campagne pour que ces trois camarades soient assassinés comme ennemis du peuple. Ainsi dans leur Bulletin Intérieur no 6 du mois d'août 1963, page 14, ils publient un poème intitulé « Les Infidèles » et qui contient en particulier les lignes suivantes :

*O compagnons fatigués
La loi de la lutte exige
Que contre vous je tourne mon arme
Car avec nos ennemis
Vous ne faites plus qu'un...*

Aux yeux du « Comité Révolutionnaire », les Infidèles à passer par les armes sont précisément les dirigeants et les cadres restés fidèles aux statuts et à la ligne révolutionnaire de l'U.P.C. Ils le disent explicitement dans le no 7 de leur Bulletin Intérieur (septembre 1963, pages 4 et 5). Ce Bulletin reproduit des discussions entre les membres et les supporters du « C.R. ».

L'écrasante majorité d'entre eux demandent ouvertement que Kingue, Ntumazah et Osende Afana soient passés par les armes. Nous savons déjà que ces discussions n'ont pas eu lieu au maquis; en publiant ces propos d'incitation collective à l'assassinat, Woungly et ses complices trahissent leur volonté farouche d'amener le monde entier à approuver leur plan d'assassiner les dirigeants et cadres révolutionnaires qu'ils ont odieusement calomniés.

Pourquoi cette propagande criminelle et hystérique contre des camarades que l'on sait pourtant innocents ? La raison est claire : les Woungly avaient absolument besoin de désorganiser le Parti et l'Armée, de les discréditer et de les isoler, d'en liquider les dirigeants et les meilleurs cadres, pour pouvoir s'emparer de la Direction et instituer leur prétendu Parti Communiste et vendre la Révolution et le peuple kamerunais à ses ennemis.

LE "COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE" CONSTITUE UN PRÉCÉDENT EXTREMEMENT DANGEREUX POUR LES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE, ET POUR LE GOUVERNEMENT DU PRÉSIDENT N'KRUMAH

Cette prétendue direction de l'U.P.C. s'est assigné entre autres tâches principales l'éducation des militants et des masses. Or, quels sont leurs principaux enseignements ?

L'essence de la philosophie des Woungly, c'est un machiavélisme absolument dépourvu de principes et de scrupules.

Pour eux, il s'agit tout simplement d'accéder immédiatement au pouvoir et par là, de satisfaire leurs ambitions et leurs intérêts égoïstes, sans se soucier ni du peuple ni même de leurs alliés, impérialistes et autres.

Pour atteindre cet objectif sacro-saint, tous les moyens sont bons aux yeux des Woungly : ils ont tout fait pour gagner la confiance des dirigeants et ainsi s'introduire comme un cheval de Troie dans le moteur même de la Révolution c'est-à-dire dans le cœur du Parti;

simultanément, ils complotaient pour liquider ces mêmes dirigeants et les meilleurs cadres, avec le concours des impérialistes et de leurs tuteurs professionnels comme Betchel;

ils ont détourné les fonds du Parti, les ont utilisés à des fins de corruption, à des campagnes de discrédit, de dénigrement et de haine contre le Parti et ses meilleurs cadres et dirigeants ;

ils ont porté sur la place publique des problèmes exclusivement d'ordre interne, car, ils cherchaient à tout prix à tromper l'opinion publique, notamment certains pays socialistes, et c'est tout particulièrement dans ce but qu'ils ont voulu entraîner Ntumazah dans la création d'un prétendu Parti Communiste...

Si le complot des Woungly avait réussi, quel dangereux précédent leur succès n'aurait-il pas constitué pour la Révolution africaine tout entière ? La Révolution Kamerunaise aurait perdu ses dirigeants les plus populaires et les plus capables.

L'assassinat de ces dirigeants et de ces bons cadres par des contre-révolutionnaires qui se proclament le bras droit de N'Krumah aurait à jamais souillé la réputation du Ghana, sa réputation d'hospitalité et de l'un des champions de la lutte pour la libération et l'unification complète de l'Afrique.

Le Ghana serait désormais considéré comme une base au service de l'impérialisme et des ennemis de la Révolution Africaine...

Forts de toutes ces victoires, les impérialistes auraient pour un temps consolidé leur régime néo-colonialiste de Yaoundé et sans aucun doute réédité le même coup sinistre dans d'autres pays et dans d'autres Mouvements de Libération nationale.

Heureusement, grâce à la vigilance et à la solidarité des forces anti-impérialistes du Kamerun, du Ghana et d'autres parties de l'Afrique et du monde, ce noir complot a été déjoué.

Il nous faut maintenant en dégager les leçons pour aller de l'avant...

ELEVONS NOTRE VIGILANCE ET RESSERRONS NOS RANGS

C'est la clique des Woungly elle-même qui nous a obligés à publier ce document. Depuis quinze mois qu'ils se sont proclamés dirigeants, ils ont répandu beaucoup trop d'ordures sur le Parti, sur ses dirigeants et ses meilleurs cadres ; leur travail de sape a risqué de porter un coup mortel à l'U.P.C., en la divisant et en la désorganisant, en la discréditant et en l'isolant, en préconisant l'assassinat de ses meilleurs responsables et en la privant du soutien de certaines forces anti-impérialistes à travers le monde.

Ceux qui admettent que le « Comité Révolutionnaire » a été élu par une Assemblée Populaire de 600 représentants tenue au maquis sous la présidence du camarade Ouandie, devraient au moins se poser les questions suivantes :

1. Pourquoi les Woungly ont-ils adopté les mesures contenues dans leur aide-mémoire de juillet 1962 adressé à Tchaptchet et à Njiawue Nicanor ? (document du complot détenu par la Police du Ghana).
2. Pourquoi Woungly a-t-il refusé de transmettre au camarade Kingue l'ordre du Président N'Krumah de remettre les armes aux autorités ?

3. Pourquoi le « C.R. » a-t-il refusé de fournir à tous les militants et notamment au Vice-Président Kingue les preuves de son élection et de ses contacts avec le Vice-Président Ouandie ?

4. Pourquoi les Woungly ont-ils délibérément calomnié les camarades Kingue, Ntumazah et Osende d'avoir trempé dans les attentats contre-révolutionnaires août-septembre 1962 au Ghana, et d'avoir trahi la Révolution ?

5. Pourquoi se sont-ils empressés de les condamner sévèrement sans la moindre preuve ni garantie permettant d'assurer leur défense ?

6. Pourquoi ont-ils poursuivi leur propagande pour l'assassinat de ces trois camarades, même après les décisions des autorités ghanéennes reconnaissant l'innocence de tous les Kamerunais et ordonnant sans condition de libérer nos camarades détenus ?

Les réponses à toutes ces importantes questions convergent vers la même conclusion : poussés par leurs ambitions personnelles et par des forces extérieures, les Woungly ont cherché par tous les moyens à se substituer aux dirigeants de la Révolution Kamerunaise.

Par toutes leurs activités criminelles, non seulement ils se sont exclus du Secrétariat administratif et de l'U.P.C. elle-même,

mais encore ils se sont du même coup rangés dans le camp des ennemis du peuple kamerunais et de sa Lutte libératrice.

Dès lors, les dirigeants de l'U.P.C. et du Mouvement du One Kamerun, âme immortelle de la Révolution Kamerunaise, devaient nécessairement dénoncer le « Comité Révolutionnaire » comme une escroquerie politique titanesque et un instrument du néo-colonialisme et de l'impérialisme. Garder le silence ou même limiter la dénonciation uniquement à l'intérieur du Parti, c'eût été nous rendre complices de ces agents de l'impérialisme infiltrés dans nos milieux.

Maintenant, chacun connaît la vérité sur le « Comité Révolutionnaire ». Nous réservons à nos militants des informations complémentaires sur ce noir complot des ennemis de la Révolution kamerunaise. Mais d'ores et déjà, il importe que nous tirions de tous ces événements quelques enseignements essentiels.

En cette fin d'année 1963, l'U.P.C. sort de la plus grave crise de son histoire. Mais nous en sortons avec une détermination renforcée de continuer la lutte pour le triomphe de nos justes principes et de notre Révolution. Les événements de ces quatorze derniers mois nous ont montré tout particulièrement la nécessité d'élever la vigilance et le niveau idéologique des cadres, aussi bien que des autres militants, de resserrer nos rangs autour d'une Direction élargie et renouvelée, réellement capable de réaliser l'unité indestructible du camp de la

Révolution Kamerunaise.

Unité à l'intérieur du Parti et de l'Armée, unité entre le Parti, l'Armée et le Peuple, unité avec tous les amis sincères de la Révolution.

La Direction ne faillira pas à sa tâche; elle prendra toutes les mesures nécessaires pour que l'année 1964 soit celle du renforcement de l'unité et de l'organisation des forces patriotiques kamerunaises, pour que 1964 soit l'année d'un nouveau départ et d'un nouvel essor de la Révolution.

Nous vaincrons.

Notre victoire finale est inévitable.

Pour la hâter nous avons besoin du concours dévoué et discipliné de tous les patriotes kamerunais et de l'appui inconditionnel de toutes les forces anti-impérialistes.

Avant de terminer, nous voudrions lancer un appel vibrant d'une part aux étudiants et intellectuels kamerunais, d'autre part à tous les amis sincères de notre Révolution.

Nous tenons à rappeler aux intellectuels que nous ne les identifions pas à cette poignée d'ambitieux et de fascistes sans scrupules qui viennent de conduire notre Révolution jusqu'au bord du précipice.

Tout au contraire, les quinze années de lutte de notre peuple sous la Direction de l'U.P.C. montrent clairement que la contribution des intellectuels est absolument indispensable au triomphe de la Révolution.

Voilà pourquoi l'U.P.C. et le One Kamerun ont toujours accordé une attention spéciale à la formation des cadres. Nous avons distribué de nombreuses bourses d'études et appuyé par tous les moyens à notre portée les étudiants nationalistes victimes de l'arbitraire colonialiste ou néo-colonialiste.

A l'avenir, nous nous efforcerons de faire encore mieux dans ce sens, car cette ligne politique est la seule juste, la seule conforme aux objectifs de nos deux Partis et aux aspirations du peuple kamerunais.

Une fois de plus, nous tenons ici à dénoncer et à stigmatiser avec la dernière énergie l'acharnement des marionnettes de Yaoundé contre les étudiants.

En effet, au cours de l'année 1963 plus que jamais la répression néo-colonialiste s'est abattue sur l'U.N.E.K. Les droits syndicaux des étudiants kamerunais ont été cyniquement bafoués; ainsi leur représentation à la commission des bourses a été réduite ; pire encore, ils ont été purement et simplement écartés des Commissions de Voyage et de Logement; leur Foyer de Paris ne leur est toujours pas restitué.

Le gouvernement fantoche de Yaoundé se refuse à reconnaître les diplômes délivrés par les pays socialistes avec qui cependant il signe des accords de coopération économique et culturelle. Arbitrairement, il a supprimé ou refusé des bourses d'études à des centaines d'étudiants méritants. Certains d'entre eux ont même été illégalement arrêtés et détenus au Kamerun ou encore expulsés de France...

Quand les étudiants et l'opinion publique s'élèvent contre ces actes innombrables d'arbitraire et d'obscurantisme, les fantoches de Yaoundé les qualifient « d'actes de gouvernement » c'est-à-dire des actes sur lesquels ils ne souffrent aucune discussion, ni critique, ni appel. Quelle illusion de penser échapper au courroux du peuple en invoquant la raison d'état néo-colonialiste!

Cette recrudescence sans précédent du fascisme ne peut au contraire que continuer à creuser le fossé entre le régime et les étudiants, entre la poignée des privilégiés du néo-colonialisme et le peuple tout entier. Nous tenons ici à adresser nos félicitations les plus chaleureuses à l'U.N.E.K. pour l'héroïsme avec lequel ses membres affrontent l'arbitraire fasciste et obscurantiste de la clique criminelle de Barbatoura Ahidjo.

Cette fidélité inébranlable aux glorieuses traditions de l'U.N.E.K. et notamment à sa Charte Révolutionnaire de 1960 montre que les étudiants kamerunais sont déterminés à marcher

sur les pas de Um Nyobe, de Félix-Roland Moumie, de Gabriel Abolo et de tous les héros qui ont versé leur sang pour que vive le Kamerun.

Dès lors, nous sommes en droit d'espérer que les intellectuels et étudiants kamerunais en général et plus spécialement les membres des sections de l'U.P.C. et du One Kamerun notamment en France et en U.R.S.S. vont redoubler d'ardeur pour laver rapidement dans la discipline et la lutte révolutionnaires la tâche dont la clique criminelle des Woungly vient de ternir le brillant palmarès des étudiants et intellectuels nationalistes.

Quant aux amis, nous comptons sur leur compréhension. Nous espérons qu'ils ne vont pas réduire leur soutien à la Révolution Kamerunaise, mais qu'ils vont plutôt l'accroître pour faire contrepoids à l'aide accrue des impérialistes au régime néo-colonialiste de Yaoundé.

L'Histoire connaît de nombreux cas où des traîtres et des saboteurs ont réussi à se hisser et à se maintenir aux postes de responsabilité les plus élevés dans les Mouvements et les Gouvernements révolutionnaires même les mieux organisés et les plus disciplinés.

L'U.P.C. ne constitue donc pas une exception particulièrement scandaleuse et décourageante. Tout au contraire les difficultés spéciales à la lutte en exil et dans le présent contexte africain et

international expliquent sans peine des complots comme celui auquel nous venons d'échapper.

Il est même de notre devoir d'attirer l'attention du Gouvernement ghanéen et de certaines autres forces extérieures à l'U.P.C. sur leurs responsabilités dans ces événements. Tout le monde sait que sous la direction éclairée et prestigieuse du Dr N'Krumah, le Ghana a fermement choisi de porter haut et à tout prix le drapeau de la lutte pour liquider sans délai le colonialisme et le néo- colonialisme en Afrique et pour réaliser immédiatement l'unité africaine.

Les révolutionnaires kamerunais en particulier apprécient hautement l'appui du Président N'Krumah et l'hospitalité dont ils ont toujours bénéficié au Ghana. Pareillement, nous apprécions toute aide inconditionnelle, d'où qu'elle vienne.

Aussi bien sommes-nous vraiment stupéfaits d'entendre les criminels de la clique de Woungly se vanter publiquement de jouir de l'appui total du Ghana et de certaines autres forces anti-impérialistes. Il est grand temps que le gouvernement ghanéen et ces autres forces clarifient nettement leur position : qui entendent-ils soutenir, les représentants authentiques du peuple en lutte ou bien cette poignée d'agents de l'impérialisme qui se prévalent de leur appui pour commettre tous les crimes dénoncés dans ce document ?

Le peuple kamerunais et les peuples africains en général ne

peuvent accepter qu'une force étrangère quelconque, sous le prétexte de nous aider, cherche à nous imposer ses agents comme dirigeants.

A cette heure cruciale de notre histoire, nous tenons plus que jamais à réaffirmer au monde entier notre position telle qu'elle a été définie voici dix ans par le Secrétaire général de l'U.P.C., le très regretté camarade Ruben Um Nyobe : qu'il s'agisse de la lutte contre le colonialisme ancien ou nouveau, « les peuples coloniaux ne peuvent faire, ni la politique d'un Etat, ni celle d'un Parti, ni à plus forte raison celle d'un Homme.

Les peuples coloniaux font leur propre politique qui est la politique de libération du joug colonial. Dans leur lutte pour cet objectif si noble, les peuples coloniaux observent et jugent. Ils observent les gouvernements, les partis, les organes de presse, non sur leur idéologie ou leur programme, mais seulement et seulement sur leur attitude à l'égard des revendications de nos pays.

Voilà la position de l'U.P.C. au service du peuple kamerunais. »

Accra, le 19 décembre 1963.

Pour le Bureau du Comité directeur de l'U.P.C. : KINGUE Abel, Vice-Président

Pour le « One Kamerun Mouvement » : NDEH NTUMAZAH,

Président